

Versailles, Davos : Macron déroule le tapis rouge aux multinationales

“**C**hoose France!» (« Choisissez la France ! ») clame Macron, cherchant avec empressement l'adoubement du capital financier. Le « Jupiter du Touquet », comme le surnomme une humoriste, déroule le tapis rouge aux dirigeants des multinationales. Il en a reçu 140 sous les ors du château de Versailles, le 22 janvier, pour leur vendre, en anglais de Wall Street, à huis clos, tous les profits qu'ils pourront tirer de la casse du Code du travail et des cadeaux fiscaux donnés par son gouvernement au patronat et aux plus riches.

« Choose France! » Le même Macron annonce le même jour devant la Cour des comptes qu'une loi faisant exploser tous les systèmes de retraite sera finalisée « d'ici à l'été 2019 ». De fait, « les régimes spéciaux des cheminots ou des gaziers-électriciens vont disparaître » (commentaire du journal financier *Les Échos*), de même que celui des fonctionnaires territoriaux et des hospitaliers, ou le Code des pensions de fonctionnaires d'État...

« Choose France! France is back! », va répéter Macron, en anglais toujours, le 24 janvier au forum des milliardaires et des puissants du monde entier qui se tient chaque année à Davos, en Suisse. Il s'y fera applaudir, c'est sûr.

Mais il faut tout autre chose pour appliquer en français un tel programme de liquidation.

Déjà, ça se complique sérieusement pour Macron.

Le Medef tire profit de cette politique et, pourtant, il vient de claquer la porte des « négociations » en cours sur la formation professionnelle, estimant que le gouvernement, confronté à la fronde des régions, ne va pas assez loin dans la privatisation du système. Sans parler des négociations laborieuses sur l'assurance chômage, dont le gouvernement veut totalement changer la nature.

La situation se tend partout, à la SNCF, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, dans les lycées et les universités (face à la destruction prévue du bac, de l'instauration de la sélection)...

Dans la fonction publique, CGT, FO et Solidaires viennent de quitter le « comité de suivi » du programme de réforme de l'État appelé « CAP 2022 » visant à abandonner ou privatiser des pans entiers de l'action publique et à pulvériser le statut des agents.

Et puis, surtout, une explosion imprévisible peut survenir à n'importe quel moment, n'importe où et mettre à bas tous les plans prévus et mettre complètement à nu le gouvernement. Ce qui est en train de se passer chez les personnels de la pénitencière en donne un avant-goût.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris



Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières* !